

## VERBATIM

### CONFERENCE DE PRESSE

Bangui, le 23 avril 2025

**Joel Ndoli Pierre, porte-parole a.i. de la MINUSCA**

Bonjour à toutes et à tous, je suis Joël Ndoli Pierre, porte-parole par intérim de la MINUSCA. C'est avec plaisir que je vous retrouve pour cette nouvelle édition de notre conférence de presse hebdomadaire. Je salue celles et ceux qui sont présents ici à Bangui, ainsi que toutes les personnes qui nous écoutent via Radio Guira. Je vous propose de revenir tout d'abord sur quelques événements marquants de la semaine écoulée.

Le 16 avril dernier, un séminaire conjoint entre les Nations Unies et le Gouvernement centrafricain sur la promotion de l'approvisionnement local auprès des entreprises centrafricaines s'est tenu à Bangui, en partenariat avec les organisations du secteur privé. Cette première rencontre de haut niveau, présidée par le Premier ministre, Chef du Gouvernement, et la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en République centrafricaine, Mme Valentine Rugwabiza,

Ce séminaire reflète une volonté partagée d'accroître les achats et approvisionnements locaux des entités des Nations Unies en République centrafricaine, en soutien au développement économique du pays et à la réalisation des Objectifs de développement durable.

Dans son allocution, la Représentante spéciale a rappelé que l'approvisionnement local par les Nations Unies n'est pas une initiative nouvelle : en 2024, les achats directs se chiffraient à 77,2 milliards de francs CFA. Elle a souligné la nécessité de traduire les progrès clairs et tangibles en matière de sécurité et d'extension de l'autorité de l'État en dividendes socio-économiques pour la population, en impliquant davantage le secteur privé, moteur du développement durable endogène.

Parmi les recommandations issues du séminaire figurent le renforcement des capacités des entreprises locales, l'amélioration du partage d'informations sur les opportunités et procédures d'achats des Nations Unies, ainsi que l'établissement d'un cadre de dialogue stratégique visant à améliorer graduellement la chaîne et le plan d'approvisionnement local.

A présent dans la préfecture de la Haute-Kotto, la MINUSCA a poursuivi ses efforts pour améliorer les conditions de vie des populations à travers des projets à impact rapide. Le 16 avril, à Bria, deux projets ont été officiellement remis aux autorités locales : il s'agit de deux salles de classe réhabilitées, désormais équipées de bancs et de kits éducatifs au profit de 124 élèves, dont 64 filles, ainsi que du reprofilage de l'axe Bria-Aigbando sur 45 kilomètres.

Ces projets s'inscrivent dans la continuité d'un appui plus large. Quelques jours plus tôt, le 5 avril, la Mission a également remis un don composé de 800 tables-bancs, de 128 lampadaires publics et de fournitures scolaires. Ces équipements visent non seulement à améliorer l'environnement scolaire, mais aussi à renforcer la sécurité dans les quartiers par un meilleur éclairage public et à faciliter la libre circulation des personnes et des biens.

Comme l'a exprimé un habitant de Bria : « Depuis la création de la ville, je n'ai jamais vu d'électricité. Les routes ne sont pas éclairées depuis l'indépendance jusqu'à aujourd'hui. Je me réjouis de voir enfin des poteaux électriques plantés sur les grandes artères. » Un témoignage qui illustre l'impact concret de ces interventions dans le quotidien des populations.

À l'approche de la fin de la saison sèche, la transhumance reste un enjeu majeur pour la cohésion sociale et la stabilité dans plusieurs régions du pays. La MINUSCA poursuit activement ses efforts pour prévenir les tensions

entre éleveurs et agriculteurs et encourager la résolution des conflits liés à la transhumance par le dialogue au niveau local.

Le 17 avril, dans plusieurs préfectures, nos équipes sur le terrain ont facilité des rencontres clés : à Dingandgui, dans le Mbomou, un dialogue a été engagé entre les autorités locales et les représentants des communautés, en réponse aux plaintes d'agriculteurs concernant la destruction de leurs champs. Une rencontre de médiation est désormais prévue le 30 avril, avec l'appui du Groupe de travail sur la transhumance.

Le même jour, à Terfel dans la Vakaga, un risque d'escalade de violence a pu être évité grâce à une réunion entre leaders communautaires et éleveurs transhumants soudanais, soutenue par la MINUSCA. Les participants ont choisi la voie du dialogue, rejetant toute forme de représailles.

Enfin, à Baoro, dans la Nana-Mambéré, la MINUSCA a appuyé une mission du Comité préfectoral de mise en œuvre de la transhumance, venue apaiser les tensions liées à l'arrestation de 20 éleveurs peuls, accusés à tort d'être des rebelles. Cette initiative a permis de rétablir le dialogue avec la population et de recentrer les échanges sur la préservation de la cohésion sociale.

Ces exemples illustrent les actions multiformes de la Mission pour accompagner les autorités locales et les communautés dans la prévention des conflits liés à la transhumance, dans un esprit de concertation et de responsabilité partagée.

### Questions des journalistes

#### **Radio Guira FM (Fred Yapende)**

- J'ai trois petites préoccupations. La première concerne la prochaine étape du séminaire conjoint qui s'était déroulé entre les Nations Unies et le gouvernement centrafricain suite, aux recommandations faites.
- Deuxièmement, pouvez-vous nous dire quelle est la situation sécuritaire dans le Yadé ? Est-ce qu'il y a un plan de sécurisation de cette des régions.
- En trois, depuis l'attaque du 25 mars à Zemio, du 28 mars à Zemio où un casque bleu a été tué, il y a des fausses rumeurs qui courent comme quoi la MINUSCA a arrêté ses patrouilles. Quelle est la stratégie de la Mission pour contrer ces gens de l'humeur. Je vous remercie.

### Réponses aux questions

#### **Joel Ndoli Pierre, porte-parole a.i. de la MINUSCA**

Merci beaucoup. Tout d'abord, par rapport au séminaire conjoint, j'ai donné les grandes lignes par rapport aux recommandations qui ont été proposées. Je vous ai donné les grands titres. Mais en gros, la première chose, c'est qu'il y a donc un groupe de travail tripartite qui a préparé en amont ce séminaire, qui va continuer ses travaux. L'étape suivante, ils sont déjà en train de travailler sur le rapport consolidé, mais également essayer de continuer à récolter certaines recommandations, parce que dans les échanges, le secteur privé aussi a apporté des points qui vont être pris en considération. Et d'ici à la fin de ce mois-ci, il y aura la présentation de ce rapport et il sera partagé en temps voulu. Donc ça, c'est la première chose.

Ensuite, ce que je peux déjà dire, c'est qu'au niveau de la mission, on va essayer de faire en sorte justement d'élargir les procédures d'inscription, par exemple, en permettant d'avoir des guichets dans nos bureaux de terrain. Parce que l'objectif est aussi de faire en sorte que l'approvisionnement local se fasse au niveau décentralisé. Et donc, un gros travail va être fait sur l'accès à l'information pour permettre que l'ensemble des membres du secteur privé puissent avoir des informations adéquates à leur disposition et pouvoir s'organiser. Donc, ce guichet et ces informations vont vraiment aller dans le sens dans lequel nous souhaitons.

Je vais revenir maintenant sur votre deuxième question par rapport à la situation de sécurité dans le Yadé. À Bozoum, plusieurs patrouilles sont menées en appui aux forces de sécurité nationales, conformément à leurs responsabilités régaliennes. Depuis ces déploiements conjoints, on constate une diminution notable des incidents et un sentiment, qu'on a récolté auprès des populations, un sentiment accru de sécurité, ce qui est assez encourageant et ce qui nous engage à continuer dans cette voie-là. Toutefois, on reste pleinement conscient que la situation reste fragile. Par ailleurs, les autorités nationales ont initié un plan de déploiement des FACA dans le

Yadé, qui est en cours d'exécution au moment où je vous parle. La MINUSCA continue d'apporter son soutien à ce déploiement en question.

Concernant Zemio, l'attaque du 28 mars qui a, comme vous l'avez rappelé, coûté la vie à un soldat de la paix, est un crime inacceptable. Et comme l'a affirmé la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies et Cheffe de la MINUSCA, nous attendons des autorités que tous les efforts soient mis en œuvre pour appréhender et porter en justice les auteurs de ce crime. Cette attaque, contrairement à ce qui est colportée, n'a en aucun cas interrompu le mandat de protection des civils de la MINUSCA et de son soutien à l'extension de l'autorité de l'État. Nos patrouilles se poursuivent activement dans toutes les localités où nous sommes présents, à savoir Zemio, Mboki, Obo, Bambouti, et tout se fait en coordination étroite avec les forces de défense et de sécurité nationale. Donc, voilà pour la situation au niveau de Zemio.

Sur le plan politique, des efforts importants sont aussi déployés pour apaiser les tensions. Le préfet du Haut Mbomou a effectué plusieurs missions de terrain, dont l'une à Zemio directement, en coordination avec la MINUSCA, au cours de laquelle ils ont échangé avec les chefs de groupes et de quartiers. Ils les ont encouragés à sensibiliser leur communauté à l'importance de préserver cette paix et la cohésion sociale. Ces actions, une fois de plus, s'inscrivent dans une approche intégrée combinant la sécurité d'un côté, le dialogue communautaire et le soutien aux autorités administratives, tout ça avec les différents acteurs locaux sur le terrain.

### **Questions des journalistes**

#### **Radio Ndeke Luka (Hamid Tidiani)**

- Vous avez réhabilité l'aérodrome de Mboki. Est-ce qu'on peut déjà avoir une idée sur le coût total que vous avez investi dans la réhabilitation de l'aérodrome ?
- Où en sommes-nous avec le projet de la MINUSCA qui consiste à construire des cimetières dans la ville de Bangui ?
- Vous dites que vous allez soutenir le processus électoral dans le pays et l'article 33 du code électoral stipule que le fichier électoral doit être disponible un an avant. Et vous, au niveau de la MINUSCA, quelle est votre position par rapport à cette situation ?

### **Réponses aux questions**

#### **Joel Ndoli Pierre, porte-parole a.i. de la MINUSCA**

Sur les trois questions, j'ai des éléments pour une question. Par rapport à l'aérodrome et les cimetières, je vous reviendrai, je n'ai pas les détails. Concernant la troisième question, je veux dire, notre appui est aux autorités nationales. Après, maintenant, les autorités nationales prennent des décisions et nous, on s'aligne pour faire en sorte que les choses se passent dans les meilleures conditions pour les populations centrafricaines. Je pense que les meilleures personnes pour répondre à cette question sont les autorités nationales par rapport à cet article. Je vous remercie.

### **Questions des journalistes**

#### **Le Gardien Médias (Selda Junior Boute)**

- Je suis désolé de sortir un peu du contexte pour vous poser une question puisqu'il s'agit d'une question d'actualité et j'aimerais avoir une précision. Avec la prise de position du président des États-Unis, Donald Trump, plusieurs ONG américaines sont en train de faire leur valise ici à Bangui, d'une part, et l'ambassade des États-Unis, ici à Bangui, réduit l'effectif de son personnel d'autre part. Les États-Unis font partie des partenaires, des potentiels partenaires qui contribuent au bon fonctionnement de l'ONU. J'aimerais justement savoir quel sera l'avenir de la MINUSCA ici en Centrafrique. Merci.

### **Réponses aux questions**

#### **Joel Ndoli Pierre, porte-parole a.i. de la MINUSCA**

Nous sommes sous le coup d'un mandat qui a une année de vie, donc on verra à l'issue de cette année d'abord pour cette question-là. De manière générale, le Secrétaire général de l'ONU a eu l'occasion d'exprimer sa profonde inquiétude concernant les coupes annoncées par les États-Unis d'Amérique dans le financement de certaines agences de l'ONU. Vous avez parlé de ça, entre autres, ainsi que de nombreuses ONG humanitaires et de

développement. En tout cas, du point de vue du Secrétaire général, il espère que ces décisions pourront être soit annulées ou en tout cas revues sur la base d'examens approfondis. Donc, chaque agence des Nations Unies est prête à fournir les informations et les justifications nécessaires par rapport à l'utilisation des budgets qu'on fait pour le moment. Donc, pour l'instant, c'est un processus de dialogue avec l'administration américaine pour voir comment les choses peuvent évoluer dans le bon sens. En tout cas, par rapport à la MINUSCA, pour l'instant, rien ne change.

### Questions des journalistes

#### Radio Fréquence RJDH (Carlos Ouatou)

- J'ai quelques préoccupations qui sera un peu hors de notre ordre du jour. La MINUSCA a une équipe sur place à Yaloké. Est-ce que vous avez ouvert une enquête sur les bavures commises par certains éléments des forces armées centrafricaines ? Si oui, quel est le contenu de ce rapport ? Et quels sont les mécanismes de suivi des victimes de cette bavure.
- Le président de la République se dit prêt à dialoguer avec l'opposition démocratique. Comment la MINUSCA apprécie d'abord cela et comment elle peut contribuer pour la réussite dudit dialogue ? Je vous remercie.

### Réponses aux questions

#### Joel Ndoli Pierre, porte-parole a.i. de la MINUSCA

Merci pour votre première question. Nous avons bien reçu des informations sur les incidents qui seraient survenus et dont vous avez parlé, provenant de différentes sources, y compris la société civile. Notre division des droits à l'homme a été informée de tout ça et procède à l'heure actuelle aux investigations nécessaires, conformément à notre mandat de monitoring, qui fait partie de notre résolution, de notre mandat, sur le monitoring des violations des droits de l'homme, également pour faire en sorte que la protection des civils et le droit de tous soient respectés. Pour l'instant, le processus est en cours, donc je ne peux pas vous donner d'éléments. Mais en tout cas, on est informé et on procède aux investigations. Ça, c'est la première réponse.

Concernant votre deuxième question nous apprécions ce genre de gestes, bien évidemment. Ce que nous allons faire, c'est ce qu'on fait depuis toujours, c'est-à-dire continuer à appuyer ce type d'initiatives au travers de nos bons offices, ce qui est un travail continu qu'on fait semaine après semaine et qu'on va persévirer tout au long de ce processus qui nous arrive.

### Questions des journalistes

#### Médias Plus (Nicolas Ndagiye)

- Ma première question concerne le premier point que vous avez abordé, en l'occurrence le séminaire : entreprises locales, gouvernement et MINUSCA pour l'approvisionnement local par les Nations Unies en achat. Et vous avez raison de dire que ce n'est pas nouveau, d'autant plus que, par exemple, le PAM procède à des achats au niveau local, notamment en matière de céréale. Mais le constat est celui-ci : Depuis longtemps, l'approvisionnement local est insuffisant à cause de plusieurs facteurs. Je vais en indexer un. L'état de route et surtout les barrières dites légales, mais au niveau desquelles se déroulent des choses illégales. Je parlais du PAM à tel point que pour l'approvisionnement, le PAM était souvent obligé de se déporter au Cameroun. Alors, qu'est-ce que la MINUSCA peut faire pour la lever ? C'est une grande discussion qui date de plusieurs années, pour atténuer les difficultés que les voyageurs, dont nous-mêmes, les journalistes, nous éprouvons au niveau des barrières dites légales.
- Deuxième et dernière question, au niveau du dialogue politique qui s'approche, puisque la MINUSCA, vous appuyez le dialogue, pensez-vous que vous pouvez aussi aider à trouver un médiateur, c'est-à-dire une personne externe au pouvoir en place et à l'opposition dite démocratique ? Je vous remercie.

### Réponses aux questions

#### Joel Ndoli Pierre, porte-parole a.i. de la MINUSCA

Merci pour votre question. Par rapport au séminaire conjoint, les deux points que vous avez soulevés font vraiment partie du travail, j'ai envie de dire, quotidien, que la mission essaye de mettre en œuvre à travers nos différentes actions sur le terrain, à savoir, je pense qu'on essaye, de tant bien que mal, de vous expliquer les différentes initiatives qui sont faites pour l'amélioration de la mobilité à travers le pays, les réhabilitations des routes, mais

également des ponts, des ferries. Je n'avais pas les chiffres, mais aussi les aérodromes. Il y a ce travail qui est fait. Je pense que c'est un long processus qui est en cours et qui va bien évidemment bénéficier également au transport de toutes personnes, mais également en particulier du secteur privé. Donc, j'ai plutôt envie de vous dire que pour le moment, c'est un travail, comme on dit en anglais, c'est un « Work in progress », c'est un travail qui est en cours.

Par rapport aux barrières légales, c'est aussi un autre volet de notre travail concernant la protection des civils. Et on essaye de vous expliquer ici dans la conférence de presse, les différentes approches, l'approche qu'on utilise, à savoir sécuritaire, dialogue, mais également implication des autorités locales, pour essayer de faire en sorte d'endiguer tous ces problèmes à travers le pays.

On le dit, on le répète également, et vous le savez mieux que nous, la superficie du territoire centrafricain est assez conséquente et qu'il est assez difficile de pouvoir couvrir toute la surface du territoire. Donc, on essaye, justement, dans l'approche au niveau de la force, on essaye de faire en sorte d'être le plus mobile possible pour essayer de couvrir un plus large spectre de territoire. Ça, c'est par rapport à ces questions-là. Bien évidemment, le groupe de travail tripartite, que j'ai mentionné dans ma première réponse, va également aborder ce genre de questions de manière beaucoup plus détaillée, à l'échelle technique. Je pense que ce sera également pris en considération. Je vous remercie pour cette question.

Concernant la deuxième question, je pense que ça, ça relève des autorités nationales en tant que telles. Nous, notre travail va toujours être au niveau des bons offices et s'il y a lieu d'être mobilisé pour l'une ou l'autre action, je pense que la MINUSCA répondra présente.

### Questions des journalistes

#### L'Agora (Melchisédech Bao)

- Je pense que récemment, la ville de Ndele a accueilli une délégation conduite par la Représentance spéciale adjointe de l'ONU, en la personne de Denise Brown et du commandant de la Force, la question est de savoir quel sens donnez-vous à cette visite ?

### Réponses aux questions

#### Joel Ndoli Pierre, porte-parole a.i. de la MINUSCA

Il y a eu des délégations récentes au courant du mois de mars, sauf erreur, mais ils n'ont pas été à Ndélé. La Représentante spéciale est allée à Ndélé pour, entre autres, l'inauguration de la radio communautaire « Ndélé pas loin », à laquelle elle a donné une interview, mais en tout cas, à ma connaissance, peut-être qu'on peut me le confirmer ou pas, mais il n'y a pas eu ce type de délégation-là. On peut peut-être vérifier, on peut en discuter parallèlement, mais en tout cas, je n'ai pas cette information-là. Je m'excuse.

### Questions des journalistes

#### Radio Radio Ndeke Luka (Hamid Tidiani)

- Je pense que je vais revenir un peu sur la question que mon confrère de RJDH a posée, mais je vais la poser d'une autre manière. Ce dernier temps, il y avait une vidéo qui circulait laissant entendre que certains éléments des FACA ont passé à tabac, quelques Centrafricains au niveau de Gaga, vers Yaloké. Quelle est déjà la réaction de la MINUSCA par rapport à cette situation ? Ça, c'est la première question.
- La deuxième question, il y a un projet de réduction des cas d'accident en RCA entre la MINUSCA et l'OMS. Qu'est-ce qu'on peut déjà savoir sur l'état d'avancement de ce projet ? Est-ce que quand même, ça évolue bien ou bien ? Qu'est-ce qu'on peut déjà retenir là-dessus ?
- Et la dernière question, vous avez également enclenché les travaux de construction de l'axe Obo, Bambouti. Est-ce que les travaux avancent bien ou bien ? Vous avez rencontré des difficultés ? Merci beaucoup.

### Réponses aux questions

#### Joel Ndoli Pierre, porte-parole a.i. de la MINUSCA

Par rapport à Gaga, une investigation est également en cours, mais ce que je sais également, c'est que côté autorités nationales, ils ont dépêché une délégation sur place. Donc, je pense que ce serait aussi bien de prendre attaché avec les autorités nationales sur ce qui a été fait.

Concernant les accidents, c'est beaucoup de sensibilisation également, pour faire en sorte de respecter les différentes règles internes. On essaye aussi d'améliorer la prise en charge qui est faite au niveau des victimes, pour s'assurer que justement, ces personnes-là, au-delà d'être blessées, ne soient pas non plus lésées. Les questions d'enquête approfondies au sein de l'organisation sont prises plus au sérieux également. Ça permet de voir une diminution de notre côté.

La troisième question, il y a des avancées, mais qui sont assez timides, pour être honnête. Mais disons que quand même, le travail qui a été fait en amont depuis le mois de mai permet quand même une certaine circulation. Le problème de cette route, c'est qu'elle est complètement couverte. Et le fait d'avoir pu, avec nos différents engins, ouvrir la route, a permis d'avoir une route qui ne prend pas trop l'eau et qui sèche plus rapidement, si je puis l'exprimer comme cela. Maintenant, les travaux ont repris et ils avancent à leurs rythme.

Je vous rappelle que vous pouvez retrouver en temps réel toutes les informations de la MINUSCA sur le site [web de la Mission](#), sur [Facebook](#), [X](#), [YouTube](#) et [Instagram](#). Vous pouvez aussi rejoindre notre chaîne WhatsApp. L'heure est venue de clore cette conférence de presse. Merci à tous pour votre participation. Je vous retrouve mercredi prochain.